



Communiqué des élu-es CFTC Cfdt FO CGT SNAP SNU SUD à l'ensemble du personnel de PE.

Le 4 novembre au CCE, Ch Charpy a annoncé la suppression de 1800 postes. Les élu-es avaient donc à l'unanimité suspendu la séance et demandés à être reconvoqués. Cette séance ce jour en est donc la reprise.

Entre ces deux séances, la grève du 9 novembre a mobilisé plus d'un agent sur deux, et Ch Charpy n'a pas donné de début de réponse à nos revendications : centré sur les effectifs, l'organisation et conditions de travail, avenir des personnels SAE et PES, le tout dans le cadre de mission dévoyées et d'organisation du travail dégradé. Pire encore, à 14h30, par pure provocation, il annonce individuellement à l'ensemble du personnel, l'envoi de son projet d'entreprise en ne faisant aucune allusion au 9 Novembre.

Ce projet par ailleurs relève des prérogatives du CCE et aurait dû être présenté aux élu-es avant toute publicité. Brièvement, nous pouvons dire qu'il annonce que les grands projets continuent, que l'encadrement en est une pièce maîtresse et que chacun-e sera tenu individuellement responsable de la réussite de ce projet.

Dans ces conditions, nous ne pouvons siéger comme si de rien n'était. Nous Avons avant l'ouverture de ce CCE, demandé à Ch Charpy de transformer la séance en multilatérale, pour discuter des suites de la grève et répondre concrètement aux revendications du personnel.

Face à son refus, Après lecture d'une déclaration intersyndicale, les élu-es ont quitté la séance. Nous avons exigé de la Direction une rencontre spécifique sur les effectifs de PE, l'avenir des agents SAE et PES et une rencontre spécifique sur l'organisation et condition de travail.

Nous demandons à CH Charpy une réponse écrite à l'ensemble du personnel de PE dans les meilleurs délais.

En parallèle, nous demandons une rencontre avec le conseil d'administration de PE et une rencontre avec le nouveau Ministre du travail et de l'emploi.

Une intersyndicales prévue le 18 novembre devra envisager de nouvelles suites à la mobilisation et proposera les journées et les actions qui s'imposent.

Paris le 15 Novembre 2010